



République Française  
Département du Bas-Rhin  
Eurométropole de Strasbourg

Village fleuri \*\*\*  
Commune nature \*\*\*  
Village étoilé \*\*  
Culture et langue régionales ➔

## MAIRIE DE HOLTZHEIM

1 Place de la Mairie - 67810 HOLTZHEIM

Tél : 03.88.78.05.84

Fax : 03.88.78.81.89

Courriel : mairie@holtzheim.fr

Site : www.holtzheim.fr

### Marché public de travaux

---

## Marché public de travaux de rénovation de l'éclairage public pour la Commune de Holtzheim

**2025/2026**

Procédure adaptée ouverte

En application de l'article R. 2123-1, 1° du code de la commande publique.

---

## Règlement de la Consultation (R.C.)










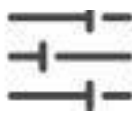



**Date limite de remise des offres :**






**18 Juin 2025 à 12h00**

**Adresse de téléchargement du dossier :**

**<https://www.alsacemarchespublics.eu>**



	POINTS CLES DE LA PROCEDURE
	<p>Marché public de Travaux</p> <p><u>Objet :</u> Marché public de travaux de rénovation de l'éclairage public pour la commune de Holtzheim</p>
	<p><u>Acheteur :</u> Commune de Holtzheim Place de la Mairie 67810 HOLTZHEIM</p>
	<p>Marché passé en procédure adaptée ouverte, en application de l'article R. 2123-1, 1° du code de la commande publique.</p> <p>(CCAG applicable au marché public : CCAG Travaux.)</p>
	<p>Le marché n'est pas alloti.</p>
	<p><u>Profil acheteur :</u></p> <p><a href="https://www.alsacemarchespublics.eu/">https://www.alsacemarchespublics.eu/</a> .</p>
	<p>Les renseignements complémentaires doivent être demandés au plus tard 10 jours calendaires avant la date limite fixée pour la réception des offres. ?</p>
	<p>L'offre est valable 120 jours à compter de la date limite de réception des offres.</p>
	<p>La Commune se réserve le droit de négocier ?</p>
	<p>Aucune variante exigée n'est prévue. Aucune variante autorisée n'est prévue. Aucune variante facultative n'est prévue.</p>
	<p>La consultation ne comporte pas de prestation supplémentaire éventuelle facultative. La consultation ne comporte pas de prestation, supplémentaire éventuelle obligatoire.</p>
	<p>Code CPV principal de la consultation : 45316110-9 : installation de matériel d'éclairage public.</p>
	<p><u>Objet :</u></p> <p>TRAVAUX DE REMPLACEMENT DES SOURCES LUMINEUSES ENERGIVORES PAR DE LA LED SUR LA COMMUNE DE HOLTZHEIM.</p>
	<p><u>Type de contrat :</u></p> <p>Marché public.</p>

	<p><u>Forme de groupement :</u></p> <p>Groupement conjoint avec mandataire solidaire.</p>
	<p><u>Prestations Supplémentaires Eventuelles PSE :</u></p> <p>Sans</p>
	<p><u>Clause sociale :</u></p> <p>Sans.</p>
	<p><u>Clauses environnementales :</u></p> <p>L'attributaire aura la charge du traitement des déchets.</p>
	<p><u>Durée / Délai :</u></p> <p>9 mois de courant Juillet 2025 à 31 Mars 2026</p>

## SOMMAIRE

---

ARTICLE 1.	DISPOSITIONS GÉNÉRALES .....	6
1.1.	Objet de la consultation .....	6
1.2.	Codes CPV.....	6
1.3.	Délai d'exécution.....	6
1.4.	Modalités essentielles de financement et de paiement.....	7
ARTICLE 2.	DOSSIER DE CONSULTATION .....	7
ARTICLE 3.	CONDITIONS DE LA CONSULTATION .....	8
3.1.	Procédure de passation.....	8
3.2.	Type et forme de contrat .....	8
3.3.	Allotissement.....	8
3.4.	Négociation .....	8
3.5.	Renseignements complémentaires.....	8
3.6.	Visite de site .....	8
ARTICLE 4.	PRÉSENTATION DE LA CANDIDATURE ET DE L'OFFRE .....	8
4.1.	Contenu du dossier de candidature .....	8
4.2.	Sous-traitance .....	10
4.3.	Forme juridique du groupement.....	10
4.4.	Variantes .....	10
4.5.	Prestations supplémentaires éventuelles .....	11
4.6.	Délai de validité .....	11
ARTICLE 5.	EXAMEN DES CANDIDATURES ET DES OFFRES.....	11
5.1.	Sélection des candidatures .....	11
5.2.	Attribution du marché.....	11
ARTICLE 6.	MODALITÉS DE REMISE DES PLIS.....	12
ARTICLE 7.	ATTRIBUTION DU MARCHÉ .....	13
ARTICLE 8.	RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES .....	13
8.1.	Adresses supplémentaires et points de contact .....	13
8.2.	Procédures de recours .....	13

## ARTICLE 1. DISPOSITIONS GÉNÉRALES

### 1.1. Objet de la consultation

**Objet des travaux :** Marché public de travaux de rénovation de l'éclairage public pour la Commune de Holtzheim.

Dans le cadre de sa politique de transition énergétique / écologique et de développement durable, la Commune de Holtzheim a décidé de poursuivre la rénovation de l'éclairage public de la commune et de procéder ainsi au remplacement de ces point lumineux non équipés en Led.

Les travaux demandés sont le remplacement de luminaires de l'éclairage public :

- Remplacement des luminaires à incandescence par des luminaires Led
- Dépose de certains bouquets
- Remplacement ou mise aux normes des coffrets d'alimentation avec rajout de parafoudre et varistance.

Liste des rues concernées :

2025

- Rue d'Achenheim (partiel)
- Rue de la Paix
- Rue de Hangenbieten
- Rue du Champ du feu
- Rue du Climont

2026

- Rue Sainte Odile
- Rue des Alouettes (y/c Merles)
- Rue St Pirmin
- Rue St Laurent
- Rue du Couvent
- Rue du Presbytère
- Rue des Sœurs
- Rue d'Entzheim (entrée)
- Rue du Foyer
- Rue Germain Muller
- Rue Joseph Graff (impasse hôtel)

**Lieu d'exécution :** Holtzheim

### 1.2. Codes CPV

Le code CPV principal du marché est le suivant : 45316110-9 - Installation de matériel d'éclairage public

### 1.3. Délai d'exécution

Le délai d'exécution du marché est de 9 mois, de courant juillet 2025 au 31 mars 2026.

1<sup>ère</sup> phase : de courant juillet au 31 décembre 2025

2<sup>e</sup> phase : du 1<sup>er</sup> janvier au 31 mars 2026.

Le délai d'exécution du marché commence à courir à partir de la notification.

#### Caractéristiques du délai d'exécution du marché :

Par dérogation à l'article 18 du CCAG travaux, Conformément à l'article 18.1.1 alinéa 1 du CCAG travaux, le repliement des installations de chantier et la remise en état des emplacements qui auront été occupés par le chantier sont compris dans le délai d'exécution. Le repliement des installations de chantier et la remise en état des emplacements sont à la charge du titulaire.

Dans le cas d'intempéries au sens des dispositions législatives ou réglementaires en vigueur, entraînant un arrêt de travail sur les chantiers, les délais d'exécution des travaux sont prolongés par ordre de service dans les conditions prévues à l'article 18.2.3 du CCAG travaux.

### **1.4. Modalités essentielles de financement et de paiement**

Les sommes dues au(x) titulaire(s) et au(x) sous-traitant(s) de premier rang éventuel(s) du marché seront payées dans un délai global de 30 jours à compter de la date de réception des factures ou des demandes de paiement équivalentes.

L'attention des candidats est attirée sur le fait que s'ils veulent renoncer aux bénéfices de l'avance prévue au CCAP, ils doivent le préciser à l'acte d'engagement.

## **ARTICLE 2. DOSSIER DE CONSULTATION**

Vous pouvez consulter les documents en ligne à l'adresse suivante : <https://www.alsacemarchespublics.eu/>

Aucune demande d'envoi du DCE sur support physique électronique n'est autorisée.

Le dossier de consultation des entreprises (DCE) contient les pièces suivantes :

- Le règlement de la consultation (RC)
- L'acte d'engagement (AE) et ses annexes
- Le cahier des clauses administratives particulières (CCAP)
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) et ses annexes
- Le DPGF (Décomposition de Prix Globale et Forfaitaire)
- l'attestation de visite.

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'apporter des modifications de détail au dossier de consultation au plus tard 10 jours avant la date limite de réception des offres. Ce délai est décompté à partir de la date d'envoi par le pouvoir adjudicateur des modifications aux candidats ayant retiré le dossier initial. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir n'élever aucune réclamation à ce sujet.

Si, pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite de réception des offres est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

Les renseignements complémentaires sur les documents de la consultation seront envoyés aux opérateurs économiques (6 jours) calendaires au plus tard avant la date limite fixée pour la réception des offres, pour autant qu'ils en aient fait la demande (7 jours) calendaires avant la date limite fixée pour la réception des offres.

Si un complément d'informations, nécessaire à l'élaboration de l'offre n'est pas fourni dans les délais prévus ci-dessus, ou si des modifications importantes sont apportées aux documents du marché, le délai de réception des offres sera prolongé de manière proportionnée à l'importance des informations demandées ou des modifications apportées.

## ARTICLE 3. CONDITIONS DE LA CONSULTATION

### 3.1. Procédure de passation

Conformément à l'article R. 2123-1, 1° du Code de la commande publique, le marché est passé par procédure adaptée ouverte avec possibilité de négociation

### 3.2. Type et forme de contrat

Il s'agit d'un marché ordinaire.

### 3.3. Allotissement

Le pouvoir adjudicateur décide de ne pas alloter le marché pour les raisons suivantes : Le présent marché n'est pas alloté au sens des articles R2113-2 et R2113-3 du Code de la commande publique, son objet ne permettant pas l'identification de prestations distinctes.

Le présent marché est décomposé en deux phases.

### 3.4. Négociation

Une négociation est possible.

### 3.5. Renseignements complémentaires

Pour tous renseignements complémentaires concernant cette consultation les candidats transmettent impérativement leur demande par l'intermédiaire du profil acheteur dont l'adresse URL est la suivante :

<https://www.alsacemarchespublics.eu/>

### 3.6. Visite de site

La visite de site est obligatoire.

Le soumissionnaire devra joindre l'attestation en annexe correctement complétée à son offre.

## ARTICLE 4. PRÉSENTATION DE LA CANDIDATURE ET DE L'OFFRE

### 4.1. Contenu du dossier de candidature

Les offres des candidats seront entièrement rédigées en langue française et exprimées en EURO.

Si les offres des candidats sont rédigées dans une autre langue, elles doivent être accompagnées d'une traduction en français, cette traduction doit concerner l'ensemble des documents remis dans l'offre.

Chaque candidat aura à produire un dossier complet comprenant les pièces suivantes :

***Pièces de la candidature telles que prévues aux articles L. 2142-1, R. 2142-3, R. 2142-4, R. 2143-3 et R. 2143-4 du Code de la commande publique :***

Renseignements concernant la situation juridique de l'entreprise :

Libellés	Signature
Déclaration sur l'honneur pour justifier que le candidat n'entre dans aucun des cas d'interdiction de soumissionner	Oui
Renseignements sur le respect de l'obligation d'emploi mentionnée aux articles L. 5212-1 à L.	Oui



5212-11 du Code du travail	
Déclaration sur l'honneur pour justifier que le candidat n'entre dans aucun des cas mentionnés à l'article L2141 du Code de la Commande Publique et notamment qu'il respecte les articles L5212-1 à L5212-11 du code du travail concernant l'emploi des personnes handicapées	Oui
Copie du ou des jugements prononcés en cas de redressement judiciaire	OUI
Attestation d'assurance responsabilité civile professionnelle et responsabilité décennale	Non

Renseignements concernant la capacité économique et financière de l'entreprise :

Libellés	Signature
Déclaration concernant le chiffre d'affaires global et le chiffre d'affaires concernant les prestations objet du contrat, réalisées au cours des trois derniers exercices disponibles	Oui

Renseignements concernant les références professionnelles et la capacité technique de l'entreprise :

Libellés	Signature
Déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement pour chacune des trois dernières années	Non
Liste des travaux de même nature exécutés au cours des cinq dernières années, appuyée d'attestations de bonne exécution pour les plus importants (montant, époque, lieu d'exécution, s'ils ont été effectués selon les règles de l'art et menés à bonne fin)	Oui
Déclaration indiquant l'outillage, le matériel et l'équipement technique dont le candidat dispose pour la réalisation du contrat	OUI

Certificats de qualifications et/ou de qualité demandés aux candidats :

Libellés	Signature
Tous documents, certifications, attestations ou déclarations confirmant que le personnel amené à travailler sur le chantier est habilité B2T réseau basse tension suivant la publication UTE C 18-510 (certificat de stage nominatifs de moins de 5 ans pour les BET du domaine aérien et souterrain)	Oui

Chacun des certificats précités pourra faire l'objet d'équivalence. Les entreprises étrangères pourront quant à elles fournir ceux délivrés par les organismes de leur état d'origine.

Pour présenter leur candidature, les candidats utilisent soit les formulaires DC1 (lettre de candidature) et DC2 (déclaration du candidat) disponibles gratuitement sur le site [www.economie.gouv.fr](http://www.economie.gouv.fr), soit le Document Unique de Marché Européen (DUME).

**Pièces de l'offre :**

Libellés	Signature
L'acte d'engagement (AE) et ses annexes	Oui
Le cahier des clauses administratives particulières (CCAP)	Oui
Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) et ses annexes	Oui
La Décomposition du Prix Global et Forfaitaire	Oui
Les fiches techniques correspondant aux produits et prestations proposés par le candidat	Oui

#### 4.2. Sous-traitance

Le soumissionnaire présente dans son offre les sous-traitants dont l'intervention est envisagée, s'ils sont connus.

Pour chaque sous-traitant présenté dans l'offre, le soumissionnaire joindra :

- les pièces permettant de justifier des capacités techniques, professionnelles et financières du sous-traitant lorsque le candidat ou l'un des membres du groupement candidat s'appuie sur la ou les capacités du sous-traitant proposé. Le candidat joindra à cet égard la preuve qu'il disposera des capacités de l'opérateur économique pour l'exécution du marché ;
- une déclaration indiquant que le sous-traitant ne tombe pas sous le coup d'une interdiction de soumissionner aux marchés publics ;
- le formulaire DC4 (déclaration de sous-traitance) dans sa dernière mise à jour dûment complété et signé.

#### 4.3. Forme juridique du groupement

Le pouvoir adjudicateur ne souhaite imposer aucune forme de groupement à l'attribution du marché.

Il est interdit aux candidats de présenter plusieurs offres en agissant à la fois en qualité de candidats individuels et de membres d'un ou plusieurs groupements en qualité de membres de plusieurs groupements.

#### 4.4. Variantes

La présentation de variantes à l'initiative du soumissionnaire n'est pas autorisée.  
Aucune variante n'est prévue par le maître d'ouvrage.

L'offre doit être strictement conforme aux pièces du marché public.  
En cas de présentation d'une variante, seule l'offre de base sera prise en compte.

#### 4.5. Prestations supplémentaires éventuelles

Le marché ne comporte aucune prestation supplémentaire éventuelle facultative ou obligatoire.

#### 4.6. Délai de validité

Le candidat reste lié par son offre pendant un délai de 120 jours calendaires, à compter de la date limite de présentation des offres.

### ARTICLE 5. EXAMEN DES CANDIDATURES ET DES OFFRES

#### 5.1. Sélection des candidatures

Avant de procéder à l'examen des candidatures, s'il apparaît que des pièces du dossier de candidature sont manquantes ou incomplètes, le pouvoir adjudicateur peut décider de demander à tous les candidats concernés de produire ou compléter ces pièces dans un délai maximum de 10 jours.

Les candidatures conformes et recevables seront examinées, à partir des seuls renseignements et documents exigés dans le cadre de cette consultation, pour évaluer leur situation juridique ainsi que leurs capacités professionnelles, techniques et financières.

#### 5.2. Attribution du marché

Le jugement des offres sera effectué dans les conditions prévues aux articles L.2152-1 à L.2152-4, R. 2152-1 et R. 2152-2 du Code de la commande publique et donnera lieu à un classement des offres.

L'attention des candidats est attirée sur le fait que toute offre irrégulière ou inacceptable pourra être régularisée pendant la négociation, et que seule une offre irrégulière pourra être régularisée en l'absence de négociation. En revanche, toute offre inappropriée sera systématiquement éliminée.

Toute offre demeurant irrégulière pourra être régularisée dans un délai approprié.

La régularisation d'une offre pourra avoir lieu à condition qu'elle ne soit pas anormalement basse.

Le pouvoir adjudicateur attribue le marché au soumissionnaire ayant présenté l'offre économiquement la plus avantageuse en se fondant sur une pluralité de critères.

Les critères retenus pour le jugement des offres sont pondérés de la manière suivante :

Critères	Pondération
1-Prix des prestations	60.0
2-Valeur technique	
2.1-Durée de garantie	15.0
2.2-Planning des travaux proposé	10.0
2.3-Appréciation technique du matériel proposé	10.0
2.4-Implication des entreprises dans le projet	5.0
Pondération totale des critères d'attribution	100.0

Une certaine valeur a été attribuée à chaque critère. Sur la base de l'évaluation de tous ces critères, tenant compte de la valeur attribuée à chacun, le marché sera attribué au candidat présentant l'offre régulière économiquement la plus avantageuse du point de vue du maître d'ouvrage.

Si une offre lui paraît anormalement basse, le maître d'ouvrage demandera au soumissionnaire d'apporter les précisions et justifications permettant de démontrer que l'offre présentée n'est pas anormalement basse, en application des articles L. 2152-5 à L. 2152-6 et R. 2152-3 à R. 2152-5 du code de la commande publique.

Si les éléments produits par le soumissionnaire ne permettent pas de justifier de manière satisfaisante le bas niveau des prix proposés ou si le soumissionnaire se trouve dans l'un des cas précisés aux articles R. 2152-4 ou R. 2152-5 du code de la commande publique, son offre est rejetée.

Après examen des offres, le pouvoir adjudicateur engagera des négociations avec tous les candidats sélectionnés. Toutefois, le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité d'attribuer le marché sur la base des offres initiales, sans négociation.

L'offre la mieux classée sera donc retenue à titre provisoire en attendant que le ou les candidats produisent les certificats et attestations des articles R. 2143-6 à R. 2143-10 du Code de la commande publique. Le délai imparti par le pouvoir adjudicateur pour remettre ces documents ne pourra être supérieur à 10 jours.

Une attestation d'assurance décennale devra également être produite dans le même délai.

## ARTICLE 6. MODALITÉS DE REMISE DES PLIS

La transmission des plis par voie électronique est imposée pour cette consultation. Par conséquent, la transmission par voie papier n'est pas autorisée.

La transmission des documents par voie électronique est effectuée sur le profil d'acheteur du pouvoir adjudicateur, à l'adresse URL suivante : <https://www.alsacemarchespublics.eu/>.

Le choix du mode de transmission est global et irréversible. Les candidats doivent appliquer le même mode de transmission à l'ensemble des documents transmis au pouvoir adjudicateur.

Le pli doit contenir deux dossiers distincts comportant respectivement les pièces de la candidature et les pièces de l'offre définies au présent règlement de la consultation.

Chaque transmission fera l'objet d'une date certaine de réception et d'un accusé de réception électronique. A ce titre, le fuseau horaire de référence est celui de (GMT+01:00) Paris, Bruxelles, Copenhague, Madrid. Le pli sera considéré « hors délai » si le téléchargement se termine après la date et l'heure limites de réception des offres.

Si plusieurs plis sont transmis successivement par le même candidat, **seul le dernier pli transmis dans le délai imparti est pris en compte par l'acheteur**. Il doit par conséquent contenir l'ensemble des pièces exigées au titre de la présente consultation.

Formats de fichiers acceptés :

La liste des formats de fichiers acceptés est la suivante :

- Portable Document Format (Adobe .pdf),

- Compressés.
- DGPF en format XLSX

#### Copie de sauvegarde :

Les soumissionnaires conservent la possibilité de transmettre, en parallèle à leur réponse envoyée par voie électronique, une copie de sauvegarde sur support physique électronique (CD, DVD, clé USB) si lecteur. Cette copie, pour être éventuellement valablement utilisée, doit parvenir dans un délai imparti pour la remise des plis. L'enveloppe d'envoi doit comporter les mentions suivantes « COPIE DE SAUVEGARDE » l'intitulé de la consultation. Ce pli devra parvenir à l'adresse ci-dessous avant la date et l'heure limites indiquées en page de garde du présent document :

Commune de Holtzheim  
Place de la Mairie  
67810 HOLTZHEIM

L'envoi d'une copie de sauvegarde n'est pas une obligation, c'est un droit du soumissionnaire qui peut décider ou non de l'exercer.

La signature électronique n'est pas obligatoire lors du dépôt de l'offre.

## **ARTICLE 7. ATTRIBUTION DU MARCHÉ**

Au terme de la procédure, le maître d'ouvrage demandera à l'opérateur économique ou au mandataire du groupement d'opérateurs auquel il est envisagé d'attribuer le marché de lui retourner :

- L'acte d'engagement dûment rempli, daté et signé par la personne habilitée à engager la société.
- Les attestations d'assurance reprises dans le CCAP
- Les documents justificatifs visés aux articles R. 2143-6 à R. 2143-10 du Code de la commande publique. Le cas échéant, il sera fait application des articles R. 2143-13 et R. 2143-15 du Code de la commande publique.

Lors de la conclusion du marché et tous les 6 mois jusqu'à la fin de celui-ci, il sera demandé au titulaire du marché de fournir une attestation de vigilance afin de prouver qu'il respecte les règles applicables en matière de lutte contre le travail dissimulé.

## **ARTICLE 8. RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES**

### **8.1. Adresses supplémentaires et points de contact**

Pour tout renseignement complémentaire concernant cette consultation, les candidats transmettent impérativement leur demande par l'intermédiaire du profil d'acheteur du pouvoir adjudicateur, dont l'adresse URL est la suivante : **<https://www.alsacemarchespublics.eu/>**

Cette demande doit intervenir au plus tard 10 jours avant la date limite de remise des plis. Contradictoire avec plus haut ?

Une réponse sera alors adressée, à toutes les entreprises ayant retiré le dossier ou l'ayant téléchargé après identification, 6 jours au plus tard avant la date limite de remise des plis.

### **8.2. Procédures de recours**

Le tribunal territorialement compétent est :

Tribunal Administratif de Strasbourg  
31 avenue de la Paix  
BP 51038  
67070 STRASBOURG CEDEX

Tél : 03 88 21 23 23  
Télécopie : 03 88 36 44 66  
Courriel : [greffe.ta-strasbourg@juradm.fr](mailto:greffe.ta-strasbourg@juradm.fr)

Les voies de recours ouvertes aux candidats sont les suivantes : Référé précontractuel prévu à l'article 1441-2 du Code de procédure civile, et pouvant être exercé avant la signature du contrat. Référé contractuel prévu à l'article 1441-3 du Code de procédure civile, et pouvant être exercé dans les délais prévus à l'article précité.

Pour obtenir des renseignements relatifs à l'introduction des recours, les candidats devront s'adresser à :

Tribunal Administratif de Strasbourg  
31 avenue de la Paix  
BP 51038  
67070 STRASBOURG CEDEX

Tél : 03 88 21 23 23  
Télécopie : 03 88 36 44 66  
Courriel : [greffe.ta-strasbourg@juradm.fr](mailto:greffe.ta-strasbourg@juradm.fr)

En cas de difficultés survenant lors de la procédure de passation, l'organe chargé de jouer le rôle de médiateur est :

Tribunal Administratif de Strasbourg  
31 avenue de la Paix  
BP 51038  
67070 STRASBOURG CEDEX

Tél : 03 88 21 23 23  
Télécopie : 03 88 36 44 66  
Courriel : [greffe.ta-strasbourg@juradm.fr](mailto:greffe.ta-strasbourg@juradm.fr)